



Principales caractéristiques et fonctionnalités que les établissements financiers devraient rechercher afin d'identifier une solution capable de répondre à leurs besoins liés à la norme IFRS 9, non seulement au cours des premières étapes de son application, mais aussi dans un futur plus lointain.

Services financiers

Décomposer la mise en place de l'IFRS 9

GUIDE DE L'ACHETEUR

The background image shows a person's hands holding a document with various financial charts, including a line graph, a bar chart, and a pie chart. A world map is visible in the bottom right corner. The overall theme is financial analysis and global business.

La refonte de la surveillance financière a été largement approfondie. Parmi les nombreux nouveaux cadres réglementaires qui occupent l'attention et les ressources des banques, rares sont ceux qui auront un impact aussi important que la norme IFRS 9 – Instruments financiers, non seulement en ce qui concerne sa mise en œuvre, mais aussi la manière dont les affaires seront menées par la suite.

L'IFRS 9 met à jour les lignes directrices de l'International Accounting Standards Board pour le traitement des actifs du bilan et remplace sa rubrique IAS 39. Le Board prévoit que l'IFRS 9 sera compatible avec les pratiques de gestion des risques plus larges de Bâle, en particulier en mettant l'accent sur une approche fondée sur des principes plutôt que sur une approche qui oblige les établissements financiers à suivre un ensemble de règles strictes et rapides.

Investir dans un changement inévitable

L'objectif primordial de la norme comptable IFRS 9, entrée en vigueur au début de 2018 et appliquée dans une grande partie du monde, est d'encourager les banques à évaluer le crédit et le risque d'une manière plus complète et plus prospective, en prenant en compte les facteurs externes afin de repérer les problèmes avant qu'ils ne surviennent. Cet objectif est atteint grâce à des changements dans la manière dont les instruments sont classés et dans la manière dont les dépréciations de crédit sont traitées.

L'IFRS 9 exige que chaque instrument soit classé dans l'une des trois catégories ci-après en fonction du type d'actif dont il s'agit et du modèle économique sous lequel il est détenu. Les prêts et autres titres de créance que les entreprises ont l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et dont elles veulent percevoir des intérêts – des activités de banque de détail ou commerciale traditionnelle – sont comptabilisés au coût amorti (à condition que ces entreprises réussissent le test des seuls paiements du principal et des intérêts). Les titres de participation et de créance détenus en tant qu'investissements de portefeuille sont comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce qui est essentiellement un moyen de les valoriser périodiquement sur le marché. Les autres actifs, ainsi que la dette conventionnelle et les capitaux propres détenus dans certaines circonstances non conventionnelles, sont classés dans la troisième catégorie, celle de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

L'autre problème important posé par l'IFRS 9 est le calcul des pertes de crédits attendues (ECL). Contrairement au modèle traditionnel de dépréciation des pertes subies qui ne reconnaît une perte qu'après un défaut ou un autre événement déclencheur, les banques seront tenues d'estimer une perte à partir du moment où un actif apparaît au bilan et de mettre à jour l'estimation lorsque les faits le justifient. Pour les actifs qui se trouvent dans un état raisonnable, l'estimation couvrira une période de probabilité de défaut de 12 mois et, pour les actifs plus en difficulté, elle s'étendra sur leur durée de vie.

Ce modèle du « futur, c'est maintenant » a un impact important sur les bilans et la réputation de nombreuses banques, ce qui est évident pour les conseils d'administration, les investisseurs et les autres parties prenantes. Obtenir les bons modèles pour comptabiliser les risques n'est pas une tâche facile. En effet, beaucoup de banques peinent à faire face à l'IFRS 9. Les entreprises qui y réussissent sont susceptibles d'avoir un avantage manifeste sur des concurrents mal préparés qui errent sans but sur la route de demain, rencontrant des obstacles sous forme

de défis de la part des régulateurs, de dénigrement potentiel de la part des investisseurs et des clients, ainsi que d'une réduction d'efficacité opérationnelle et de rentabilité.

Pour se conformer à la norme IFRS 9 – et éviter de faire partie des entreprises du second groupe – les banques devront réévaluer leurs opérations internes. En particulier, elles devront démanteler les barrières entre les services tels que les finances et les risques, ainsi que renforcer leurs capacités de gestion des données pour pouvoir procéder à des évaluations de crédit plus précises et à plus long terme. Ces changements seront utiles non seulement pour la mise en œuvre de l'IFRS 9, mais également pour d'autres éléments de la nouvelle architecture.

Avec tant d'enjeux, l'IFRS 9 reste une priorité urgente pour les entreprises du secteur. D'après notre expérience, les banques ont largement sous-estimé l'impact qu'aura l'IFRS 9 sur leurs résultats, ainsi que les défis de mise en œuvre. À titre d'exemple, les banques de taille moyenne au Royaume-Uni ont enregistré en moyenne une augmentation de 76,3 % de l'ECL lors de leur transition vers l'IFRS 9. L'éventail des ajustements signalés par les différentes entreprises est large et se situe entre 16,7 % et 156,9 %. Les banques qui adoptent une approche précoce avec les essais d'ECL de l'IFRS 9 seront plus aptes à en amortir l'impact.

Où qu'elles se trouvent sur la voie de la préparation à l'adoption de l'IFRS 9, les entreprises travailleront sans relâche dans les mois à venir pour évaluer leurs systèmes de données et adopter des solutions appropriées. Préparé avec la contribution d'experts du secteur de Wolters Kluwer, ce Guide de l'acheteur vise à aider les entreprises dans ce processus vital. Il abordera certaines des questions techniques et opérationnelles communes qui se posent dans les projets liés à la norme IFRS 9, en soulignant les domaines de bonnes pratiques et les écueils courants. Il identifiera également les principales caractéristiques et capacités que les établissements financiers devraient rechercher lorsqu'ils envisagent des solutions visant à intégrer l'IFRS 9 dans leurs activités quotidiennes.

Fixer des objectifs et trouver un partenaire qui aidera à les atteindre

Qu'elle soit considérée comme un avantage ou une calamité, la nature de l'IFRS 9 fondée sur des principes, ainsi que sa flexibilité inhérente permettent aux entreprises de prendre de nombreuses voies différentes vers la conformité. Le trajet le plus court et le plus confortable entre ici et là-bas dépendra d'un ensemble de facteurs, dont la taille et la composition des entreprises.

La première étape du parcours de toute entreprise devrait inclure une évaluation de ses ressources existantes, consistant à identifier les lacunes dans les données historiques, ainsi que les lacunes des systèmes qui entraveraient le développement des modèles de risque de crédit exigés par la norme. Les banques peuvent ne pas avoir à recommencer à zéro, même si elles trouvent que leurs systèmes ne sont pas à la hauteur ; elles peuvent être en mesure de les reconfigurer, de les compléter ou de les relier pour prendre en charge les exigences de l'IFRS 9.

Lors du démarrage de leurs projets liés à l'IFRS 9, les banques doivent tenir compte de plusieurs écueils.

Une erreur fréquente est de limiter la portée du projet à l'élaboration d'un nombre et d'un modèle de dépréciation au lieu de se concentrer sur la coopération, les processus et la gouvernance entre les flux de risque et de financement. Il est facile d'oublier l'impact que les fonctions clés ont les unes sur les autres, ainsi que les changements dans les résultats de l'ECL qui peuvent être créés par le réseau de relations entre les fonctions. Un projet insuffisamment complet peut ne pas saisir ces subtilités.

Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des solutions, les entreprises doivent rechercher un partenaire possédant la méthodologie bien établie qui est nécessaire pour fournir un soutien tout au long du processus. La bonne approche est vitale, en particulier lors de la phase d'évaluation pour l'audit des ressources existantes, ainsi que lors de la cartographie des exigences fonctionnelles et techniques clés pour identifier les endroits dans lesquels le nouveau logiciel IFRS 9 devrait être intégré aux systèmes bancaires existants.

Ces évaluations doivent se fonder sur une bonne compréhension de l'environnement commercial et réglementaire d'un établissement financier, afin de trouver une solution qui convienne. L'IFRS 9 a mis en évidence la nécessité de réformes organisationnelles et techniques. Le fournisseur doit donc être en mesure de favoriser les conversations avec les parties prenantes afin de favoriser le soutien au projet et de développer des attentes communes concernant les différentes étapes du projet et ses résultats. Tout cela nécessite une solide expertise en matière de réglementation, de gestion des risques et de finances, ainsi que de la perspicacité technique et professionnelle.

Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des solutions, les entreprises doivent rechercher un partenaire qui dispose de la méthodologie bien établie nécessaire à la fourniture d'un soutien tout au long du processus.

Nous sommes tous concernés

Lorsqu'elle aborde un projet lié à l'IFRS 9, une entreprise doit indiquer clairement, dès le début et dans l'ensemble de l'organisation, que la responsabilité de l'entreprise ne sera pas limitée à quelques services ou à un seul, même si une grande partie sera assumée par les services des finances et des risques. Dans de nombreuses banques, la manière dont l'évaluation du risque de crédit (CRA) est structurée devra changer afin de permettre l'échange d'informations nécessaire.

L'un des plus grands défis est l'établissement de connexions entre les services qui seront nécessaires pour calculer l'ECL. C'est pourquoi nous encourageons les entreprises à former des équipes de projet comprenant des parties prenantes des fonctions finances, risques et autres et à attribuer à chacune des responsabilités clairement définies. Ces équipes peuvent être constituées avec à l'esprit une durée de vie limitée, mais nous avons vu dans la pratique que la mise en œuvre de l'IFRS 9 marque le début d'un travail de longue haleine et non la fin d'un projet ponctuel. À titre de modèle, des changements de direction et d'autres se produisent au sein d'une entreprise, qui peut utiliser l'IFRS 9 comme programme stratégique pour établir la manière dont les divisions des finances, des risques et de la réglementation vont coopérer.

Le service économique, par exemple, produira des scénarios et des estimations qui pourront être pris en compte dans les modèles de pertes attendues sans avoir à attendre les données pour les confirmer. Les agents de crédit collecteront un plus large éventail d'informations qui affectent les évaluations des risques. Les équipes de gestion de produit se concentreront sur les risques regroupés dans leurs offres et l'impact qui en résulte sur les bénéficiaires.

Or, les bons travailleurs ont besoin de bons outils. Une solution IFRS 9 doit être en mesure de consolider et de stocker des données financières, transactionnelles et autres provenant de plusieurs services et systèmes. Cela crée un défi important du point de vue de l'architecture. Envisagez la classification des contrats selon l'IFRS 9 : bien que cela puisse être fait en utilisant différents systèmes où chaque type de contrat est généré, il devient difficile de le faire de manière cohérente. Il est également presque impossible de créer des pistes d'audit qui illustrent clairement aux équipes de conformité ou aux régulateurs la logique qui sous-tend les classifications.

Il est préférable de créer un environnement de classification centralisé où toutes les informations sur un instrument particulier sont stockées dans une couche dédiée. Dans cet environnement, toutes les transactions ou mises à jour connexes peuvent être collectées et rapprochées pour établir une histoire de vie complète et cohérente du contrat. En outre, plus d'informations peuvent être compilées avec une plus grande simplicité en exécutant les informations de contrat à l'aide d'un moteur basé sur des règles, qui peut être modifié selon les besoins pour incorporer de nouveaux systèmes, exigences ou produits. En plus d'assurer la cohérence dans l'évaluation des contrats, ce moteur doit générer automatiquement une piste de données qui expose le raisonnement sous-tendant toute classification donnée.

La complexité de l'IFRS 9 et son impact à l'échelle de l'entité sont amplifiés dans le processus d'évaluation des risques des contrats. Les titres de créance qui ont été affectés aux catégories du coût amorti ou de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global devront être évalués pour le risque de crédit. Cela signifie les décomposer en l'une des trois étapes qui nécessiteront le calcul de l'ECL sur 12 mois ou à vie, qui à son tour dictera les provisions nécessaires pour pertes.

Les établissements financiers se sont fortement appuyés sur les données en souffrance selon l'IAS 39, de sorte que certains doivent encore développer un système complet basé sur les notations pour soutenir l'approche du risque de crédit exigée par l'IFRS 9. La norme a été mise en œuvre dans un certain nombre de pays. Une fois mises en œuvre sur votre marché, les évaluations devront tenir compte non seulement de la qualité de crédit initiale d'un instrument, mais de toute détérioration ultérieure.

Par conséquent, une solution selon l'IFRS 9 doit intégrer un mécanisme avancé de notation comportementale du crédit qui surveille les contrats en ce qui concerne les changements de la qualité du crédit à intervalles réguliers alignés sur les calendriers de reporting, en s'appuyant à nouveau sur des données provenant de sources disparates et en les analysant.

Plus de calculs et plus de rapports

L'IFRS 9 ne se résume pas à analyser des chiffres selon des méthodes nouvelles et intéressantes. Les chiffres et les conclusions qui en découlent doivent être communiqués aux superviseurs d'une manière tout aussi nouvelle et intéressante. Entre autres éléments, les entreprises devront divulguer et expliquer les formules sous-jacentes aux cotes de risque internes, ainsi que tout développement susceptible d'affecter le compte de résultat. Un moteur de données qui capture les informations provenant à la fois des finances et des risques est essentiel pour remplir ces obligations. En outre, il y a aussi l'impact sur les exigences réglementaires de Bâle, qui impliquent une interaction supplémentaire avec l'impact sur les exigences en matière de fonds propres.

Bien que les systèmes de financement et de gestion des risques existants puissent répondre à certaines de ces nouvelles exigences, il est peu probable qu'ils les satisfassent toutes. D'une part, certains systèmes financiers sont basés sur des périodes déterminées et rapportent principalement des événements passés, ce qui les oblige à générer des informations prospectives ou à absorber de nouveaux modèles financiers. En revanche, les solutions de risque pur peuvent générer des instantanés et exécuter des simulations ad hoc. Cependant, cette dernière option n'a pas la capacité de suivre les changements sur plusieurs exercices comptables ou d'explorer en profondeur les données et les décisions qui sous-tendent la modélisation et les simulations qu'elles effectuent.

Au fur et à mesure que les limites d'une approche fragmentaire deviennent plus évidentes dans la conformité à l'IFRS 9, la nécessité de développer un moteur de données centralisé devient également plus pressante. Or, il n'y a rien de centralisé dans la surveillance financière. Le bon système sera capable de générer et de remplir automatiquement les rapports requis, toujours selon des règles préétablies, destinés aux régulateurs, aux actionnaires et aux parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial, dans de multiples formats.

Globalement, plusieurs mises en œuvre ont déjà été réalisées. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, les établissements financiers ont rencontré des difficultés pour produire les bons chiffres et divulgations. Une approche de solution rapide qui limiterait l'IFRS 9 à la modélisation et aux feuilles de calcul pourrait entraîner plus tard d'autres problèmes au lieu de résoudre réellement les problèmes qu'elle entendait résoudre.

Les régulateurs ont des vues divergentes, bien au-delà du simple moment où les banques doivent mettre en œuvre l'IFRS 9, et qui concernent ce qu'elles doivent exactement mettre en œuvre et à quel moment. Des problèmes de calendrier causent des frictions quant à la comparabilité des états financiers et des divulgations à fournir. Tant les parties prenantes que les actionnaires ont des demandes précises, même si un régulateur n'insinue pas une telle transition. La faute est imputable au caractère de la norme basé sur des principes, qui a rendu de nombreux régulateurs incapables de fournir des conseils sur les pratiques précises qu'ils recherchent. Les établissements financiers doivent constamment réagir rapidement à l'évolution des mises à jour réglementaires et des critères d'audit. Cela implique une multitude d'améliorations et de mises à jour réglementaires au fur et à mesure que la norme est déployée, ce qui rend indispensable que tout système de données permette l'intégration, la documentation et la publication rapides des modifications.

Les systèmes ont besoin d'une dimension supplémentaire de flexibilité pour protéger les entreprises, leurs données et leurs modèles contre les aléas de demain. L'IFRS 9 et les autres règles et normes auxquelles les entreprises doivent s'adapter sont vouées à évoluer au fur et à mesure que la date limite de mise en œuvre passe et que les régulateurs sont en mesure de juger les performances dans des scénarios réels.

Les auditeurs et les régulateurs exigeront des établissements financiers qu'ils soient en mesure de gouverner, de contrôler et d'atténuer tout risque lié au processus lié à l'IFRS 9. Toute solution liée à l'IFRS 9 devrait prendre en charge la conformité dans cet effort en rendant relativement indolore la mise en place des changements, par exemple en automatisant le processus autant que possible.

Un fournisseur de services possédant l'expertise requise en matière de signalement des problèmes devrait être en mesure de fournir un service de mise à jour continue de la réglementation, où la solution est liée à une base de données maintenue par le fournisseur qui enregistre et interprète les modifications des exigences clés. Ces modifications peuvent ensuite être intégrées automatiquement dans le système et les rapports du client. Bien que la surveillance des développements réglementaires ne puisse jamais être entièrement externalisée, une solution ayant au moins ce niveau de fonctionnalité peut éliminer certaines des pressions associées à la surveillance quotidienne.

Gérer le flux de données vers les régulateurs et inversement

Il peut sembler que le bureau d'un régulateur soit la destination finale, mais la conformité à l'IFRS 9 est une voie à double sens et les systèmes utilisés pour répondre aux exigences en matière de rapports doivent être conçus en conséquence. Les données circuleront de différents services vers un moteur centralisé où elles seront remaniées, affinées et traitées sur la base de règles préétablies, d'hypothèses et des jugements de l'équipe de direction avant d'être transformées en des rapports finis prêts à être envoyés aux autorités compétentes.

Cependant, le trafic ira également dans le sens opposé. Le système doit générer une piste d'audit claire qui permet à une entreprise et aux superviseurs dont elle relève de suivre les éléments du produit fini jusqu'aux chiffres bruts et aux services qui en sont à l'origine. Les hypothèses et décisions sous-jacentes qui jouent un rôle dans la détermination des résultats, ainsi que tous les changements apportés en cours de route, doivent être claires.

De plus, l'IFRS 9 exige que toute modification d'un modèle de dépréciation – portant par exemple sur les hypothèses formulées ou la façon dont les décisions sont prises – doit être comptabilisée comme un poste distinct dans le compte de résultat. Cela signifie que chaque fois qu'une modification est apportée, la banque doit exécuter à nouveau le modèle et tenir compte des différences de résultats. Cela nécessite un outil de gouvernance spécialisé qui suit de près les changements de modèle. Ces solutions de traçabilité sont le seul véritable moyen de fournir aux équipes de conformité et de gestion les données

et les outils nécessaires pour justifier une position ou effectuer un ajustement si les régulateurs le demandent.

Cela est essentiel, car la conformité à l'IFRS 9 repose en grande partie sur des facteurs qui, au moins dans une certaine mesure, sont subjectifs, tels que les évaluations des risques, les projections de variables macroéconomiques ainsi que les jugements de l'équipe de direction sur l'évolution des conditions de crédit. Parallèlement au fait que l'activité d'audit augmente dans l'ensemble du secteur à l'échelle mondiale, la notation et le reporting effectués par un système soumis à l'IFRS 9 doivent être entièrement traçables.

Le système devrait assurer la gestion et le respect de l'analyse quantitative nécessaire pour soutenir et défendre les positions prises. La conformité à l'IFRS 9 ne peut être obtenue que lorsqu'il existe des processus détaillés et vérifiables liés à des rapports ou des calculs de modélisation des risques.



L'IFRS 9 exige que toute modification apportée à un modèle de dépréciation soit comptabilisée comme un poste distinct dans le compte de résultat. Cela signifie que chaque fois qu'une modification est apportée, la banque doit exécuter à nouveau le modèle et tenir compte des différences de résultats.

Se préparer à un impact majeur dans un monde réel

La production de rapports précis destinés aux régulateurs est un élément vital de l'IFRS 9, mais la mise en œuvre de la norme ne se limite pas à faire ses devoirs.

Les modifications apportées aux règles de classification et à la provision pour dépréciation auront un impact substantiel sur les comptes de résultat des établissements financiers. Cela signifie qu'une communication régulière et opportune dans la phase préparatoire de la mise en œuvre est nécessaire pour garantir que les chiffres générés offrent d'une part une comparaison entre les chiffres et les retraitements de l'IAS 39 et ceux de l'IFRS 9 et, d'autre part, ne surprennent pas les conseils d'administration, les investisseurs et les autres parties concernées.

C'est à cela que sert l'analyse parallèle. Avant la mise en œuvre, les principaux calculs seront effectués pendant des mois, voire plus longtemps, selon les modèles d'IFRS 9 parallèlement à ceux utilisés en vertu de l'IAS 39 ou de toute autre norme utilisée par une entreprise. L'analyse parallèle permet d'évaluer l'impact de l'IFRS 9 sur le bilan et d'affiner les modèles de perte de crédit avant la mise en œuvre complète.

Même si certains pays ne sont pas encore soumis aux obligations réglementaires, il existe déjà une demande des investisseurs internationaux pour analyser et comparer les états financiers dans un contexte d'IFRS 9. Cela signifie que les banques devraient se faire une idée le plus tôt possible de l'impact que la norme aura sur elles. D'après notre expérience, les modèles seront fréquemment mis à jour – même après leur passage à la production – car ils ont besoin de temps pour mûrir. Un démarrage plus précoce donne aux banques l'avantage nécessaire pour atteindre plus rapidement la maturité du modèle et de l'étalonnage. Cela est nettement plus souhaitable que d'avoir à expliquer les divergences et les ajustements de gestion plus tard, alors que la production est déjà en cours.

La confusion ou l'ambiguïté entourant les exigences de l'IFRS 9 et les calendriers de mise en œuvre sur divers marchés impliquent quelques retards. Il en va de même pour la complexité technique, car la mise en place et la gestion simultanées de deux systèmes, de manière efficace et transparente, est un défi de taille pour les établissements financiers et les services informatiques, qui peinent à respecter les engagements existants.

Mais l'inévitable ne peut être retardé pendant longtemps. Investir dans le bon système peut contribuer à faire avancer le processus. Il s'agit en particulier de la flexibilité offerte par un sous-grand livre détaillé permettant d'exécuter simultanément un certain nombre de vues de comptabilité et de données et présentant des comparaisons rapides et simples entre elles. Cela serait utile pour une entreprise qui cherche à rattraper son retard.

En utilisant des dispositions anciennes et nouvelles et en intégrant divers scénarios et modèles prospectifs dans les évaluations, une organisation aura un aperçu essentiel des effets de l'IFRS 9 sur ses comptes de résultat et sera en mesure d'identifier les améliorations nécessaires des techniques de classification et de notation de crédit. Ces résultats peuvent également éclairer les communications avec les parties prenantes internes et externes, sensibiliser davantage aux conséquences profondes de la mise en œuvre de l'IFRS 9 et jeter les bases d'une réponse plus concertée.

L'analyse parallèle peut ne durer que peu de temps, mais les changements fréquents dans les rapports et les divulgations à partir de 2018, en particulier pour les établissements utilisant une approche standardisée sous Bâle, impliquent essentiellement le calcul et l'étalonnage de modèles de risque internes à partir de zéro. Il existe des différences évidentes entre les modèles internes de Bâle et les modèles de points dans le temps (PIT) selon l'IFRS 9. L'IFRS 9 exige que la détermination des instruments ayant subi une dépréciation soit effectuée au cours de la phase de classement. Elle exige également que les évaluations de crédit soient effectuées de manière plus détaillée, contrat par contrat, et qu'elles intègrent des facteurs macroéconomiques.

Avantages à long terme de la conformité

Parmi les défis auxquels les banques peuvent être confrontées lorsqu'elles se préparent à l'IFRS 9 figurent, entre autres des exigences de conformité croissantes, un impact potentiel à court terme sur la rentabilité, des changements durables dans la façon dont les entreprises structurent leurs activités et, sur certains marchés, des délais de mise en œuvre ambitieux. Il est donc facile de comprendre pourquoi certaines peuvent se sentir malmenées. Au-delà de ces facteurs, l'investissement nécessaire pour mettre à jour les systèmes existants et en installer de nouveaux capables d'activer toutes les fonctionnalités de conformité – celles déjà présentes et celles qui sont probablement à venir – peut également être substantiel.

Sur un plan purement financier, une fois que l'impact initial des modifications des modèles de risque de crédit (et les provisions qui en découlent) aura été absorbé, une plus grande concentration sur les évaluations prospectives devrait conduire à une tarification plus précise du risque et à une prise de risque mieux informée. Cela encouragera à son tour une segmentation plus précise des clients et des produits mis sur le marché, car les entreprises sont susceptibles de se concentrer davantage sur leurs activités principales plutôt que d'essayer de répondre aux besoins de tout le monde. Il en résultera globalement une banque plus efficace, une meilleure allocation du capital – c'est précisément ce qui était prévu par les régulateurs – et des contributions plus positives au bilan.

Les bénéfices potentiels d'une refonte de l'architecture organisationnelle d'une entreprise peuvent être encore plus importants. La création d'une base de données centralisée et la combinaison des processus financiers et de gestion des risques, comme l'exige la norme IFRS 9, doivent être considérées comme un catalyseur pour une meilleure planification stratégique. L'équipe de direction et le conseil d'administration bénéficieront d'une vision accessible et à l'échelle de l'entreprise des produits et des positions de risque, et ils bénéficieront également d'une plus grande visibilité sur les facteurs qui influencent ces positions.

Une fois que l'impact initial des modifications des modèles de risque de crédit aura été absorbé, une plus grande concentration sur les évaluations prospectives devrait conduire à une tarification plus précise du risque et à une prise de risque mieux informée.

L'IFRS 9 peut servir de pont entre les services, les poussant à agir comme un seul organisme unifié, produisant et consommant des informations pour le bénéfice de l'ensemble de l'entreprise, pas seulement pour chaque silo isolé. Cela permet aux équipes de gestion des risques d'être plus conscientes de l'impact de leurs décisions sur le compte de résultat et les exigences en matière de fonds propres, et le personnel des finances accordera une plus grande attention aux risques lors de la formulation des déclarations prospectives.

Une compréhension commune des menaces potentielles et des opportunités auxquelles l'établissement est confronté contribuera à construire une idée commune des buts visés, tout en assurant une protection face aux premières et en capitalisant sur les secondes.

Trouver un compagnon de route pour le long chemin à parcourir

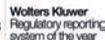
Le changement étant souvent inévitable, les entreprises devraient rechercher une solution pour mettre en œuvre la norme avec un soutien continu plutôt que de la traiter comme un projet distinct avec une date de fin fixe. Le partenaire d'une solution IFRS 9 devra fournir des mises à jour régulières du système en réponse aux changements de l'environnement réglementaire, même si certains changements seront inévitablement gérés en interne.

La mise en œuvre de l'IFRS 9 se révèle être un événement transformationnel au lieu d'un simple élément de plus sur une liste de tâches encombrée, comme cela aurait pu l'être autrefois pour de nombreuses entreprises.

Il est donc essentiel que la solution permette aux utilisateurs de faire des ajustements de manière autonome, en fonction de l'évolution de la vision des risques ou du lancement de nouveaux produits. Une interface fonctionnelle intuitive où les changements d'hypothèses, de segmentations et de modèles de calcul peuvent être effectués sans effort par les utilisateurs eux-mêmes est une réponse efficace à ces besoins. L'un des plus grands avantages potentiels d'une interaction régulière avec les systèmes liés à l'IFRS 9 est le mélange de compétences financières, de gestion des risques et de compétences techniques que le secteur financier, de plus en plus axé sur la réglementation et la technologie, exige et qui continuent de faire défaut.

La mise en œuvre de l'IFRS 9 se révèle être un événement transformationnel au lieu d'un simple élément de plus sur une liste de tâches encombrée, comme cela aurait pu l'être autrefois pour de nombreuses entreprises. En se focalisant sur la réalisation de la tâche qui les attend, les banques commencent à comprendre qu'elles auront besoin d'architectures système et de solutions qui incarnent les modèles auxquels elles aspirent en interne – des modèles qui intègrent de manière transparente de multiples fonctions, créent des zones de terrain d'entente et disposent de l'efficacité et de la flexibilité nécessaires pour intégrer les nombreux changements à venir.





À propos de Wolters Kluwer

Wolters Kluwer (WKL) est un leader mondial de l'information professionnelle, des solutions logicielles et des services pour les secteurs de la santé, de la fiscalité et de la comptabilité, de la gouvernance, des risques et de la conformité, ainsi que pour les secteurs juridiques et réglementaires. Nous aidons nos clients à prendre tous les jours des décisions fondamentales en fournissant des solutions expertes qui combinent une connaissance approfondie du domaine avec des technologies et des services spécialisés. Wolters Kluwer a déclaré un chiffre d'affaires annuel de 4,6 milliards d'euros pour 2019.

Le groupe dessert des clients dans plus de 180 pays, exerce ses activités dans plus de 40 pays et emploie environ 19 000 personnes dans le monde. La société a son siège social à Alphen aan den Rijn, aux Pays-Bas. Les actions de Wolters Kluwer sont cotées sur Euronext Amsterdam (WKL) et sont incluses dans les indices AEX et Euronext 100. Wolters Kluwer dispose d'un programme parrainé de certificats de dépôt américains de niveau 1 (ADR). Les ADR sont négociés sur le marché de gré à gré aux États-Unis. (WTKWY).

© 2020 Wolters Kluwer Financial Services, Inc. Tous droits réservés.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.wolterskluwer.com/en/solutions/onesumx-for-finance-risk-and-regulatory-reporting. Suivez-nous sur Twitter, Facebook, LinkedIn et YouTube.

Informations de contact :

APAC

Wolters Kluwer
5 Shenton Way,
#20-01/03 UIC Building
Singapour 068808

EMEA

Wolters Kluwer
25 Canada Square,
41st Floor,
Canary Wharf,
E14 5LQ Londres,
Royaume-Uni

Americas

Wolters Kluwer
130 Turner Street,
Building 3, Fourth Floor,
Waltham, MA,
États-Unis

